

Cour d'Appel d'Aix-en-Provence
Première Chambre A
RG 17/20442
Audience solennelle publique du 25 Janvier 2018, 09h00

CONCLUSIONS AUX FINS D'INTERVENTION
VOLONTAIRE ACCESSOIRE
A L'APPUI
DU RECOURS DE MAITRE PHILIPPE KRIKORIAN EN
DATE DU 31 OCTOBRE 2017
TENDANT A L'ANNULATION DE LA DELIBERATION
DU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS AU
BARREAU DE MARSEILLE EN DATE DU 03 JUILLET
2017 AUTORISANT DES VOIES D'EXECUTION A SON
ENCONTRE

(Articles 16 de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789, 6 § 1 de la **Convention européenne des droits de l'homme**, 14 § 1 du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** des 16-19 Décembre 1966, **L. 312-2, alinéa 2** du Code de l'organisation judiciaire, **330** du Code de procédure civile)

POUR :

LE GRAND BARREAU DE FRANCE – GBF – groupement volontaire d'Avocats libres, indépendants et démocrates oeuvrant dans l'intérêt des justiciables et la défense des droits fondamentaux – organisé sous la forme d'une association sans but lucratif régie par la loi du 1er Juillet 1901, déclarée le 27 Juillet 2017 à la Préfecture des Bouches-du-Rhône et rendue publique par insertion au Journal officiel du 05 Août 2017 – annonce n°146 (pièce n°42),

dont le siège social est sis 14, Rue Breteuil – BP 70212 – 13178 MARSEILLE CEDEX 20
(**Cabinet de Maître Philippe KRIKORIAN**, Avocat à la Cour - Barreau de Marseille),

pris en la personne de son **Président-Fondateur en exercice** ayant, aux termes de l'article **15.1, 1°** des **Statuts** signés le 27 Juillet 2017 (pièce n°1), « **le pouvoir de représenter le Grand Barreau de France dans tous les actes de la vie civile** » et, aux termes de l'article **15.6** des mêmes **Statuts**, le **pouvoir de décider seul**, « **jusqu'à la valeur de 20 000 € (VINGT MILLE EUROS) par acte introductif d'instance (...) des procédures d'intervention volontaire au fond ou en référé devant toute juridiction (...)** »,

INTERVENANT VOLONTAIRE A TITRE ACCESSOIRE, à l'appui des prétentions de Maître Philippe KRIKORIAN (article 330 CPC),

Représenté par **Maître Philippe KRIKORIAN**, Avocat à la Cour (Barreau de Marseille), dont le Cabinet est sis 14, Rue Breteuil 13001 MARSEILLE – **adresse postale BP 70212 – 13178 MARSEILLE CEDEX 20** - Tél. 04 91 55 67 77 -

Fax 04 91 33 46 76 - Courriel Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr – Site internet www.philippekrimorian-avocat.fr,

inscrit à **Télérecours** et au **RPVA**;

DANS LE LITIGE QUI OPPOSE MAITRE PHILIPPE KRIKORIAN A :

L'entité dite BARREAU DE MARSEILLE, ou encore ORDRE DES AVOCATS AU BARREAU DE MARSEILLE, selon la dénomination sociale inscrite sur les actes litigieux présentement attaqués signifiés en date du 17 Mai 2017 par le ministère de la **SCP ROLL**, Huissiers de justice associés à la résidence de Marseille, **sous réserve** :

1°) de l'incapacité juridique de ce groupement d'Avocats (incapacité d'ester en justice, au sens et pour l'application de l'article 117 du Code de procédure civile et incapacité de contracter au sens et pour l'application de l'article 1145, alinéa 2 du Code civil, dans sa version en vigueur au 1er Octobre 2016) tirée de l'absence de statuts, prise en la personne du bâtonnier en exercice (Maître Geneviève MAILLET depuis le 1er Janvier 2017);

2°) de justifier de l'autorisation donnée au bâtonnier en exercice par le Conseil de l'Ordre en vertu de l'article 17, 7° de la loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques;

Ayant élu domicile chez la SCP ROLL, Huissiers de justice associés, 74 Rue Sainte 13001 MARSEILLE, conformément à l'article R. 141-1 du Code des procédures civiles d'exécution (CPCE);

Ayant pour Avocat **Maître Sébastien SALLES**, Avocat à la Cour,

EN PRESENCE DE MONSIEUR LE PROCUREUR GENERAL près la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, partie jointe (articles 424 et s. CPC)

PLAISE A LA COUR

L'exposé de la situation litigieuse (I) précédera la discussion juridique (II).

I-/ RAPPEL DES FAITS ET DES PROCEDURES ANTERIEURES

Maître Philippe KRIKORIAN, Avocat à la Cour, inscrit au **Barreau de Marseille** depuis le 28 Janvier 1993, date de sa **prestation de serment** devant la **Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, Président-Fondateur** du **GRAND BARREAU DE FRANCE – GBF** (*pièce n°42*), a demandé, selon **lettre recommandée en avec demande d'avis de réception** en date du 31 Août 2017, que le **bâtonnier** a reçue le 1er Septembre 2017 (*pièce n°43*), en application de l'article **19** de la **loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971** portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et de l'article **15** du **décret n°91-1197 du 27 Novembre 1991** organisant la profession d'Avocat, la **rétractation** de la **délibération** du 03 Juillet 2017 - qui **n'a jamais été publiée** et qui **n'a jamais été notifiée au requérant** -, par laquelle le **Conseil de l'Ordre**, par **treize voix pour et deux abstentions** a autorisé des **voies d'exécution** à son encontre, selon les modalités suivantes :

« 1°) à intervenir pour représenter l'Ordre des Avocats du Barreau de Marseille (sic) devant le juge de l'exécution du tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence sur la contestation soulevée par Maître KRIKORIAN par ses assignations en date des 24 mai et 28 juin 2017

2°) à confirmer le mandat donné à la SCP ROLL MASSARD-NOELL ROLL, Huissiers de Justice, afin d'exécuter les décisions de la Cour de cassation condamnant Maître KRIKORIAN à payer à l'Ordre des avocats du barreau de Marseille des sommes en application de l'article 700 du CPC.

Le Conseil de l'Ordre est également informé des deux nouvelles décisions rendues par la Cour de Cassation le 11 mai 2017 (arrêt n°566 F-D et 567 F-P+B) condamnant Me Philippe KRIKORIAN à verser à l'Ordre des Avocats au Barreau de Marseille et au Bâtonnier la somme de 4.000 € au titre de l'article 700 pour chacune des décisions.

Le Conseil de l'Ordre autorise Madame le Bâtonnier Geneviève MAILLET, si besoin était, à diligenter toute voie d'exécution à défaut de paiement volontaire de la part de Me KRIKORIAN.

3°) à désigner Me Sébastien SALLES comme avocat de l'Ordre des avocats du barreau de Marseille dans les procédures dont est saisi le juge de l'exécution du tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence.

(...) »

Maître KRIKORIAN y indiquait qu'il s'estimait **lésé dans ses intérêts professionnels** par ladite **délibération** pour les **raisons** développées dans son **recours** du 31 Octobre 2017, auquel il est, ici, renvoyé.

A l'appui de son **recours**, appelé à l'audience du 25 Janvier 2018 prochain à 09h00, **Maître KRIKORIAN** a posé, selon **mémoire distinct et motivé** du 09 Janvier 2018, une **question prioritaire de constitutionnalité (QPC)** des articles **3, alinéa 1er, 15, 16, 17, 21, 21-1, alinéa 2, 72 et 73** de la **loi n°71-1130** du 31 Décembre 1971, **L. 111-1, L. 111-2, L. 211-1 et L. 221-1** du Code des procédures civiles d'exécution (CPCE).

Le **GRAND BARREAU DE FRANCE – GBF** – entend, pour la **conservation de ses droits notamment moraux**, intervenir volontairement, à titre accessoire, dans ce litige, à l'appui des **légitimes prétentions** de **Maître Philippe KRIKORIAN**.

II-/ DISCUSSION

La présente **intervention volontaire accessoire** a pour objet d'**appuyer les prétentions de Maître Philippe KRIKORIAN**. Sa recevabilité n'est pas sérieusement contestable dès lors que le **GRAND BARREAU DE FRANCE – GBF** - a intérêt, pour la **conservation de ses droits**, notamment **moraux**, à soutenir **Maître KRIKORIAN** dans son action (**II-A**).

Le **bien-fondé** des prétentions du **GRAND BARREAU DE FRANCE** n'est pas davantage contestable (**II-B**).

II-A/ LE GRAND BARREAU DE FRANCE – GBF – A INTERET, POUR LA CONSERVATION DE SES DROITS, NOTAMMENT MORAUX, A SOUTENIR L'ACTION DE MAITRE PHILIPPE KRIKORIAN DEVANT LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

L'article 330 du Code de procédure civile (CPC) dispose :

« *L'intervention est accessoire lorsqu'elle appuie les prétentions d'une partie.*

Elle est recevable si son auteur a intérêt, pour la conservation de ses droits, à soutenir cette partie.

L'intervenant à titre accessoire peut se désister unilatéralement de son intervention. »

La Cour de cassation juge, en application de ce texte, que « (...) *l'intervention est accessoire lorsqu'elle appuie les prétentions d'une partie et qu'elle est recevable si son auteur a intérêt, pour la conservation de ses droits, à soutenir cette partie ;*

(...)

(Cass. 2^o Civ., 28 Mars 2002, n^o 99-60.360 99-60.361 99-60.362 99-60.371 99-60.385).

L'intérêt peut être aussi bien **matériel** que **moral** :

« *Il est de principe que l'intervention volontaire d'un tiers dans une instance qui met en présence deux parties, l'une demanderesse, l'autre défenderesse, est recevable dès l'instant où l'intervenant a la qualité de tiers, c'est-à-dire qu'il n'y est ni partie ni représenté, où il a capacité et pouvoir d'ester en justice, et où il se prévaut d'un intérêt légitime, personnel et suffisant, direct ou indirect, matériel ou moral, justifiant sa participation à l'audience »*

(CA Paris, 7 Juin 1969, JCP 1969. II. 15954, concl. Fortier, note Ruzié, cité par Dominique d'AMBRA, Professeure à l'Université de Strasbourg et Anne-Marie BOUCON, Maître de conférences à l'Université de Strasbourg, Répertoire Dalloz de droit civil, v^o Intervention, Mai 2014, §§ 10 et 48).

En effet, « *un simple intérêt moral actuel suffit pour justifier une intervention* » (T. civ. Nice, 29 nov. 1950, D. 1951. 106. - Comp. Req. 25 oct. 1921, DP 1922. 1. 163 ; Gaz. Pal. 1921. 2. 558. - Req. 9 juill. 1934, Gaz. Pal. 1934. 2. 475. - Comp. TGI Caen, 21 mai 1962, JCP A 1962. IV. 1096 - ibid. § 65).

*

Aux termes de ses **statuts** (article **3-1** – *pièce n°42*) signés et déposés à la **Préfecture des Bouches-du-Rhône** le 27 Juillet 2017 (**publication au JORF** du 05 Août 2017, **annonce n°146**), le **GRAND BARREAU DE FRANCE** s'est donné pour mission :

« **3.1.1** -/ de **promouvoir le statut constitutionnel de l'Avocat défenseur** (**CC**, **décision n°80-127 DC**, **19-20 Janvier 1981**, **Loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes**, consid. **48** à **53**) par l'exercice de toutes **actions juridictionnelles, quasi-juridictionnelles et citoyennes** (saisine des juridictions compétentes, du Défenseur des droits, de l'Autorité de la concurrence et autres autorités indépendantes, organisation et participation à des pétitions, réunions publiques, colloques...) ;

3.1.2 -/ la **défense des intérêts moraux, patrimoniaux et extra-patrimoniaux** de la **profession d'Avocat**, de **chacun de ses membres** et de **tout justiciable dont le Grand Barreau de France se déclare solennellement le protecteur universel** ; ».

Entrent dans le périmètre de son **objet social** (articles **3.2.7** et **3.3.2**) notamment les **recours juridictionnels** tendant à l'**annulation** des normes prévoyant **condamnation aux frais irrépétibles**, **objet exclusif** des **commandements de payer litigieux** du 17 Mai 2017 :

« (...)

3.2.7 -/ tous **recours juridictionnels** ou **quasi-juridictionnels, nationaux, étrangers ou internationaux**, y compris **interventions volontaires** (notamment dans les **instances n°412271** et **n°412310** pendantes devant le **Conseil d'Etat**) tendant à **supprimer les obstacles normatifs**, ou résultant d'une **pratique administrative**, au libre exercice du **droit constitutionnel à un recours juridictionnel effectif**, garanti notamment par l'article **16 DDH**, tels que les dispositions législatives ou réglementaires prévoyant condamnation à **amende civile, dommages-intérêts pour procédure abusive** ou **frais irrépétibles** laissés à l'**entière discrétion du juge** ;

(...)

3.3- / Seront, de même, réputés **utiles** à la **réalisation de l'objet** du **Grand Barreau de France**, en tant qu'**accessoires** des actes et procédures prévus à l'article **3.2**, au sens et pour l'application de l'article **1145, alinéa 2** du Code civil, notamment :

3.3.1- / tous **mandats ad litem** (en vue du procès) donnés par le **Grand Barreau de France**, dûment représenté, à tous **Avocats** régulièrement inscrits à un **Barreau français** ou de l'**Union européenne** ou justifiant d'une **habilitation légale** ;

3.3.2- / tous **mandats aux fins d'exécution** d'une décision de justice rendue au profit du **Grand Barreau de France**, à l'exclusion de celles qui prononceraient une condamnation au titre des **frais irrépétibles** à l'encontre d'un **Avocat, membre du Grand Barreau de France**, dont l'exécution serait contraire aux **principes de désintéressement, de confraternité, de délicatesse, de modération et de courtoisie** (article **3, alinéa 2** du **décret n°2005-790** du 12 Juillet 2005), à moins qu'il ne s'agisse d'un **accessoire** à des **dommages-intérêts** réparant un préjudice patrimonial ou extra-patrimonial **autre qu'un abus du droit d'agir en justice** ;

(...) »

L'intérêt à intervenir du **GRAND BARREAU DE FRANCE** dans l'instance **RG n°17/20442** initiée par **Maître Philippe KRIKORIAN** n'est, dès lors, pas sérieusement contestable, en sa qualité de **justiciable** et eu égard à l'**objet précis** de ses **Statuts** susmentionnés.

Le **GRAND BARREAU DE FRANCE** a, donc, intérêt, pour la **conservation de ses droits**, notamment **moraux** (la défense du **statut constitutionnel de l'Avocat défenseur, digne héritier du Tribunal de la Plèbe** et sa **conception authentique** de l' « *avocature* », selon l'expression de **Maître Daniel SOULEZ-LARIVIERE**, Ramsay, 1982), en considération spécialement du ***jus fraternitatis*** (*affectio societatis* ou *affectio associationis*), qui **s'oppose, au sein d'un barreau, à tout acte agressif entre ses membres**, dans le respect des **règles de déontologie** de la **profession d'Avocat**, à soutenir **Maître KRIKORIAN** dans sa demande tendant à l'**annulation** de la **délibération** du 03 Juillet 2017.

Dans ces conditions, la **recevabilité** de la présente **intervention volontaire à titre accessoire** ne fait pas difficulté.

II-B/ L'ANNULATION DE LA DELIBERATION DU 03 JUILLET 2017 AUTORISANT DES VOIES D'EXECUTION A L'ENCONTRE DE MAITRE PHILIPPE KRIKORIAN

Le **GRAND BARREAU DE FRANCE** s'associe aux **moyens de recevabilité** et d'**annulation** développés par **Maître Philippe KRIKORIAN** dans son **recours** du 31 Octobre 2017, auquel il est présentement renvoyé.

En outre, aux termes d'un **mémoire distinct et motivé** de ce jour, le **concluant** pose, à l'appui de sa **demande d'intervention volontaire accessoire**, de conserve avec **Maître KRIKORIAN**, la **question prioritaire de constitutionnalité** des articles **3, alinéa 1er, 15, 16, 17, 21, 21-1, alinéa 2, 72 et 73** de la **loi n°71-1130** du 31 Décembre 1971, **L. 111-1, L. 111-2, L. 211-1 et L. 221-1** du Code des procédures civiles d'exécution (CPCE), aux fins d'abrogation de ces dispositions législatives par le **Conseil constitutionnel** en application de l'article **61-1** de la **Constitution** du 04 Octobre 1958.

En conséquence de cette **abrogation** que le **Conseil constitutionnel** aura le pouvoir de rendre **rétroactive**, sauf **réserve d'interprétation**, la **délibération** du 03 Juillet 2017 sera **privée de base légale**, circonstance qui ne pourra que conduire à son **annulation** par la **Cour d'appel d'Aix-en-Provence**.

Le **Conseil constitutionnel** juge, en effet, de façon constante qu' « *En principe, la déclaration d'inconstitutionnalité doit bénéficier à l'auteur de la question prioritaire de constitutionnalité et la disposition déclarée contraire à la Constitution ne peut être appliquée dans les instances en cours à la date de la publication de la décision du Conseil constitutionnel.* » :

« (...)

15. Selon le deuxième alinéa de l'article 62 de la **Constitution** : « Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est **abrogée** à compter de la **publication** de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une **date ultérieure** fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les **conditions et limites** dans lesquelles les **effets** que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause ». En principe, la **déclaration d'inconstitutionnalité doit bénéficier à l'auteur de la question prioritaire de constitutionnalité et la disposition déclarée contraire à la Constitution ne peut être appliquée dans les instances en cours à la date de la publication de la décision du Conseil constitutionnel**. Cependant, les dispositions de l'article 62 de la Constitution réservent à ce dernier le pouvoir tant de fixer la date de l'abrogation et de **reporter dans le temps** ses effets que de prévoir la **remise en cause des effets** que la disposition a produits avant l'intervention de cette déclaration.

(...) »

(CC, Décision n° 2017-675 QPC du 24 Novembre 2017 - Société Queen Air, § 15).

*

PAR CES MOTIFS

Vu le **principe de prééminence du Droit**,

Vu la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789 (**DDH**), notamment ses articles **4, 5 et 16**,

Vu l'article **6 § 1** de la **Convention européenne des droits de l'homme** (**CEDH**), ensemble l'article **1er** du **Premier Protocole additionnel**,

Vu l'article **14 § 1** du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** du 19 Décembre 1966 (**PIDCP**),

Vu l'article **1145, alinéa 2** du Code civil, dans sa rédaction issue de l'**ordonnance** n°2016-131 du 10 Février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (JORF n°0035 du 11 Février 2016, Texte n°26), entrée en vigueur le 1er Octobre 2016, ensemble les articles **1302-1** et **1383-2** du même Code,

Vu l'article **L. 312-2, alinéa 2** du Code de l'organisation judiciaire,

Vu l'article **330** du Code de procédure civile,

Vu les **mémoires portant question prioritaire de constitutionnalité**,

Vu les **pièces du dossier inventoriées sous bordereau**,

1°) DECLARER recevable et bien fondée l'intervention volontaire à titre accessoire du GRAND BARREAU DE FRANCE – GBF -, à l'appui des prétentions de **Maître Philippe KRIKORIAN**;

2°) ANNULER, dans son intégralité, la délibération en date du 03 Juillet 2017 par laquelle le **Conseil de l'Ordre des Avocats au Barreau de Marseille** a autorisé des **voies d'exécution** à l'encontre de **Maître Philippe KRIKORIAN**, **membre dudit Barreau, aux fins de recouvrement de frais irrépétibles étrangers à toute condamnation à dommages-intérêts ;**

Dans l'hypothèse où le **Barreau de Marseille**, autrement dénommé **Ordre des Avocats au Barreau de Marseille**, se verrait reconnaître une **capacité passive** aux seules fins de **répondre en justice des conséquences de son activité**, nonobstant l'**absence de statuts, obstacle insurmontable à son identification**,

3°) CONDAMNER le Barreau de Marseille aux entiers dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES de tous autres éléments de droit ou de fait antérieurement produits ou à produire ultérieurement ou de tous autres recours ;

Fait à Marseille, le **09 Janvier 2018**

Pour le **GRAND BARREAU DE FRANCE**
– **GBF** - dûment représenté par son
Président-Fondateur en exercice

Maître Philippe KRIKORIAN

BORDEREAU DES PIECES JUSTIFIANT LES PRETENTIONS DU CONCLUANT

I.-/ PIECES PRODUITES ET COMMUNIQUEES PAR MAITRE PHILIPPE KRIKORIAN A L'APPUI DE SA DEMANDE PREALABLE DE RETRACTATION DE LA DELIBERATION DU 03 JUILLET 2017

1. **Demande de communication de documents administratifs (1°) Statuts du Barreau de Marseille ; 2°) du Règlement Intérieur à jour dudit Barreau - loi n°78-753 du 17 Juillet 1978) de Maître Philippe KRIKORIAN en date du 13 Novembre 2015, reçue par le Barreau de Marseille le 16 Novembre 2015**
2. **Demande d'avis à la CADA de Maître Philippe KRIKORIAN en date du 17 Décembre 2015, après refus de communication 1°) des Statuts du Barreau de Marseille ; 2°) du Règlement Intérieur à jour dudit Barreau - loi n°78-753 du 17 Juillet 1978)**
3. **Lettre de Maître Fabrice GILETTA en date du 05 Janvier 2016, reçue par Maître Philippe KRIKORIAN le 07 Janvier 2016 (absence de statuts du Barreau de Marseille)**
4. **Avis de la CADA n°20155905 du 21 Janvier 2016 notifié à Maître Philippe KRIKORIAN le 25 Janvier 2016.(prend acte de l'absence de statuts et déclare la demande d'avis sans objet)**
5. **Demande réitérée d'avis à la CADA de Maître Philippe KRIKORIAN en date du 25 Janvier 2016, après premier avis n°20155905 du 21 Janvier 2016**
6. **Lettre en réponse de la CADA à Maître Philippe KRIKORIAN en date du 26 Janvier 2016.(invite Maître KRIKORIAN à saisir le Tribunal administratif à compter du 17 Février 2016)**
7. **Statuts du Barreau de Genève (quinze pages)**
8. **Statuts de l'Ordre des Avocats Vaudois (onze pages)**
9. **Statuts du Barreau de la Province de Québec (projet – microfiche – quatre pages)**
10. **Statuts de la Fédération des Barreaux d'Europe (cinq pages)**
11. **Acte de signification, avec commandement de payer aux fins de saisie-vente (arrêt n°10407 rendu le 22 Septembre 2016 par la Première Chambre civile de la Cour de cassation)**
12. **Acte de signification, avec commandement de payer aux fins de saisie-vente du 17 Mai 2017.(arrêt n°1426 rendu le 14 Décembre 2016 par la Première Chambre civile de la Cour de cassation)**
13. **Acte de signification, avec commandement de payer aux fins de saisie-vente du 17 Mai 2017.(arrêt n°1427 rendu le 14 Décembre 2016 par la Première Chambre civile de la Cour de cassation)**
14. **Lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 19 Mai 2017 de Maître Philippe KRIKORIAN à la SCP ROLL, Huissiers de justice associés (protestations et réserves et demande d'arrêt des voies d'exécution forcée)**
15. **Courriel de la SCP ROLL à Maître Philippe KRIKORIAN en date du 22 Mai 2017, 19h05**
16. **Lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 23 Mai 2017 de Maître Philippe KRIKORIAN à la SCP ROLL (nouvelles protestations et réserves et demande réitérée d'arrêt de l'exécution forcée)**

17. **Assignation devant le Juge de l'exécution du Tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence** signifiée le 24 Mai 2017 et enrôlée le 30 Mai 2017 pour l'**audience publique** du 22 Juin 2017, 09h00 (quarante-quatre pages ; seize pièces inventoriées sous bordereau)
18. **Lettre** en date du 06 Juin 2017 de la SCP ROLL à **Maître Philippe KRIKORIAN** (deux pages)
19. **Lettre recommandée avec demande d'avis de réception** en date du 06 Juin 2017 de **Maître Philippe KRIKORIAN** à la SCP ROLL (**nouvelles protestations et réserves et demande réitérée d'arrêt de l'exécution forcée – n°3**)
20. **Lettre** de **Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 23 Mai 2017 à **Monsieur le Président de la Chambre départementale des Huissiers de justice** (une page), avec **lettre** en date du 31 Mai 2017 de **Maître Catherine GREGORI**, Syndic, reçue le 06 Juin 2017 (une page)
21. **Courriel** de la SCP ROLL à **Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 07 Juin 2017, 11h59 (une page)
22. **Courriel** de la **Préfecture des Bouches-du-Rhône** en date du 12 Juin 2017, 11h00, en réponse à la demande de **Maître Bernard KUCHUKIAN** (« *Aucune association au nom de : ORDRE DES AVOCATS AU BARREAU DE MARSEILLE n'est enregistrée dans le répertoire national des associations.* »)
23. **Lettre ouverte** en date du 26 Mai 2017 de **Maître Philippe KRIKORIAN** à **Maître Pascal EYDOUX**, Président du Conseil National des Barreaux : « ***NON, MON CHER CONFRERE, LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL N'A PAS DONNE UN BLANC-SEING AU GOUVERNEMENT POUR EMPECHER LES AVOCATS D'EXERCER LEUR MISSION CONSTITUTIONNELLE DE DEFENSE !*** » - commentaire de la **décision 2017-630 QPC** du 19 Mai 2017, **Monsieur Olivier D.** - vingt-cinq pages – publiée le 26 Mai 2017 sous le **n°268** sur le site www.philippekrimorian-avocat.fr
24. **Mémoire portant question prioritaire de constitutionnalité** de l'article **21** de la loi n°71-1130 du 31 Décembre 1971, déposé par **Maître Philippe KRIKORIAN** le 16 Juin 2017 à 11h30 au Greffe du **Juge de l'exécution du Tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence** (cinquante-neuf pages ; vingt-trois pièces inventoriées sous bordereau), avec **avis de dépôt QPC** notifié par le **Greffe** le 20 Juin 2017 à 14h36
25. **Courriel** en date du 16 Juin 2017, 15h40, de **Maître Arnaud ROLL** à **Maître Philippe KRIKORIAN** (**refus du séquestre conventionnel** proposé par **Maître KRIKORIAN**)
26. **Discours** de **Monsieur Jean-Jacques URVOAS**, Garde des sceaux, Ministre de la justice – **Présentation du projet de réforme du droit de la responsabilité civile** – Académie des Sciences morales et politiques – Lundi 13 Mars 2017 (neuf pages)
27. **Sommation interpellative** signifiée le 19 Juin 2017 (douze pages)
28. **Courriel** en date du 21 Juin 2017, 10h34, de **Maître Arnaud ROLL** à **Maître Philippe KRIKORIAN** (**menaces de reprise des poursuites** sauf règlement au plus tard le 23 Juin 2017 entre les mains de **Maître Arnaud ROLL**)
29. **Lettre** en date du 21 Juin 2017 de **Maître Philippe KRIKORIAN** (transmission par **courriel** le 21 Juin 2017 à 22h35 et **pli RAR** du 23 Juin 2017 – **proposition d'échéancier**)
30. **Courriel** en date du 22 Juin 2017, 12h33, de **Maître Arnaud ROLL** à **Maître Philippe KRIKORIAN** (**transmission de la proposition d'échéancier** de **Maître KRIKORIAN** au prétendu créancier poursuivant)
31. **Courriel** en date du 26 Juin 2017, 13h37, de **Maître Arnaud ROLL** à **Maître Philippe KRIKORIAN** (**refus par le prétendu créancier de la proposition d'échéancier** de **Maître KRIKORIAN** en date du 21 Juin 2017)

32. **Chèque SMC n°6300218** tiré le 26 Juin 2017 d'un montant de **8 071,19 € (paiement forcé, sous toutes réserves, notamment des recours pendants, du montant des trois commandements de payer aux fins de saisie-vente signifiés le 17 Mai 2017, prétendument au nom de l' « *ORDRE DES AVOCATS AU BARREAU DE MARSEILLE* », après refus du séquestre conventionnel et de l'échéancier proposé par Maître KRIKORIAN le 21 Juin 2017**
33. **Lettre en date du 26 Juin 2017 de Maître Philippe KRIKORIAN (paiement forcé, sous toutes réserves, notamment des recours pendants, après refus du séquestre conventionnel et de la proposition d'échéancier de paiement du 21 Juin 2017)**
34. **Ordonnance sur requête** rendue le 14 Juin 2017 par **Monsieur le Juge de l'exécution du Tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence**
35. **Courriel du Barreau de Marseille à Maître Philippe KRIKORIAN en date du 02 Juin 2016, 17h03, relatif au spectacle présenté par la troupe de la revue du Barreau de Marseille, le 30 Juin 2016, à 20h30, au Théâtre du Gymnase, annexé de onze portraits d'anciens bâtonniers de Marseille et celui de Maître Fabrice GILETTA, surmontés de la légende « *LE BARREAU DE MARSEILLE ET LA TROUPE DE LA REVUE – LES PARRAINS – TU N'AVAIS PAS EU PEUR AVANT - DIRIGE ET MIS EN SCENE PAR MICHEL AMAS* » (deux pages)**
36. **Billet de Maître Bernard KUCHUKIAN** publié le 02 Juin 2016 à 19h04 sur **Blog Avocat** hébergé par le **Conseil National des Barreaux – CNB**, intitulé « *LETTRES DE MON BARREAU : LA MAFFIA EST-ELLE A LA TETE DU BARREAU DE MARSEILLE ?* » (trois pages)
37. **Acte dit « *CONVENTION RELATIVE A LA COMMUNICATION ELECTRONIQUE EN MATIERE CIVILE DEVANT LES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE* »** signé le 02 Mai 2017 entre les **huit Tribunaux de grande instance** du ressort de la **Cour d'appel d'Aix-en-Provence** et « *les ordres des avocats des Barreaux* » d'Aix-en-Provence, des Alpes de Haute-Provence, de Draguignan, de Grasse, de Marseille, de Nice, de Tarascon et de Toulon
38. **Attestation en date du 25 Mai 2016 de Monsieur Grégoire KRIKORIAN, Commissaire Divisionnaire Honoraire de la Police Nationale, avec copie de la carte nationale d'identité ; bulletins de paie au titre des cours à l'ISPEC Avril 1989 ; Juillet 1996 ; lettre en date du 12 Août 1992 de Monsieur Bernard GRASSET, Directeur Général de la Police Nationale, à Monsieur Grégoire KRIKORIAN, Commissaire Divisionnaire à l'emploi comportant des responsabilités particulièrement importantes, revêtue de la mention manuscrite « *Cordialement* » et diplôme de criminologie clinique délivré le 08 Juin 1965 à Monsieur Grégoire KRIKORIAN par l'Université de LYON, Institut de médecine légale et de criminologie clinique (dix pages)**
39. **Procès-verbal de confrontation** d u 20 Décembre 2000 – cote **D 106 – Information judiciaire c/ Georges BANTOS**
40. **Jugement n°2008/284** rendu le 24 Novembre 2008 par le **Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence (3ème Chambre, 2ème section), Maître Philippe KRIKORIAN c/ Maître Georges BANTOS, RG n°06/01576, avec arrêt n°1656/2001 en date du 08 Novembre 2001 de la Douzième Chambre de l'Instruction de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence**
41. **Procès-verbal de la délibération du Conseil de l'ordre des Avocats du Barreau de Marseille en date du 03 Juillet 2017 (une page)**

42. **Statuts du GRAND BARREAU DE FRANCE – GBF** – signés et déposés à la **Préfecture des Bouches-du-Rhône** le 27 Juillet 2017 (vingt-six pages), avec **témoign de publication au JORF** du 05 Août 2017 – annonce n°146 (une page)

II.-/ PIECES PRODUITES ET COMMUNIQUEES PAR LE PRESENT BORDEREAU (10 Janvier 2018) DEVANT LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

43. **Réclamation préalable de Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 31 Août 2017 tendant à la rétractation de la délibération du Conseil de l'ordre des Avocats du Barreau de Marseille en date du 03 Juillet 2017 (LRAR n°1A 111 777 8274 3 expédiée le 31 Août 2017 et reçue le 1er Septembre 2017 - quatre-vingts pages ; quarante-deux pièces inventoriées sous bordereau)
44. **Jugement n°17/474** (RG n°17/03264 – dossiers joints 17/03846 – 17/03559 – 17/03908) rendu le 26 Octobre 2017 par le Juge de l'exécution du Tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, notifié le 31 Octobre 2017 (**décision attaquée** - vingt et une pages)
45. **Conclusions en réponse** de l'entité dite « **ORDRE DES AVOCATS AU BARREAU DE MARSEILLE** » communiquées le 03 Juillet 2017, relative à l'instance n°17/03264 portée par Maître Philippe KRIKORIAN devant le Juge de l'exécution
46. **Cour d'appel d'Aix-en-Provence, arrêt n°2017/450** de la **Quinzième Chambre A** du 22 Juin 2017, RG n°16/02604
47. **Circulaire CIV/04/10** du 24 Février 2010, relative à la présentation de la question prioritaire de constitutionnalité (BOMJL n°2010-2 du 30 Avril 2010)
48. **Note de Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 08 Novembre 2017 intitulée « *La défense n'est pas un service public, mais une mission d'intérêt général confiée à des membres qualifiés de la Société civile* » (huit pages)
49. **Statuts de l'Association pour le festival international d'art lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence**
50. **Lettre** en date du 12 Décembre 2017 de Maître Philippe KRIKORIAN, Président-Fondateur du **GRAND BARREAU DE FRANCE - GBF**, à Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République – **demande de réforme constitutionnelle** (vingt pages)

*